

La France mène la lutte contre le solaire chinois

Alors que 18 pays européens, emmenés par l'Allemagne, ont refusé de taxer les panneaux solaires importés de Chine, Paris a pris la tête du combat contre le dumping de Pékin.

La fronde française s'organise contre les panneaux photovoltaïques chinois. Objectif : contrer la Chine qui, depuis quelques années, inonde le monde de panneaux à bas prix, au point d'avoir saturé le marché. La Commission européenne a donc soumis un projet de taxation à 47 % en moyenne des produits solaires chinois. Dès le 6 juin, elle souhaitait mettre en place, pendant six mois dans un premier temps, un système antidumping.

« Nous souhaitons des rapports équilibrés avec la Chine »

Arnaud Montebourg

Sauf que la Chine œuvre en coulisse depuis des semaines pour convaincre les pays de ne pas voter en faveur de ce système, n'hésitant pas à jouer du chantage en mettant sur la balance les investissements farfelus qu'elle réalise en Europe. Résultat : 18 des 27 Etats membres, emmenés par l'Allemagne, se sont d'ores et déjà prononcés contre. Mais le commissaire européen au Commerce Karel De Gucht reste déterminé à mettre quand même en place les mesures provisoires. « Juridiquement, il peut tout à fait ne pas tenir

compte de l'avis des Etats membres jusqu'en décembre, explique une source proche du dossier. Ce qui lui laisserait le temps de lancer des négociations avec la Chine. » Le gouvernement français a, de son côté, réaffirmé hier son soutien au projet, dans un bras de fer à peine masqué avec son voisin allemand. « Je me félicite de la réaction de la Commission européenne par rapport à un certain nombre de pratiques de concurrence déloyale, a souligné hier le ministre de l'Energie, Delphine Batho. Même si cette réaction est tardive, je pense qu'elle est bienvenue. Il s'agit avant tout d'appliquer les règles du commerce international. » Même son de cloche du côté du ministre du Redressement productif, Arnaud Montebourg : « La France soutient cette démarche car nous souhaitons des rapports équilibrés avec la Chine. »

Le dumping chinois met en effet à mal toute une industrie et ses entreprises. Ainsi, le groupe allemand Bosch a-t-il annoncé en mars son retrait du solaire, et la possible fermeture de son usine de Venissieux, dans le Rhône, à moins d'un repreneur (*lire ci-contre*). « Le comportement de la Chine menace notre industrie », s'insurge le député européen vert Yannick Jadot (*lire ci-dessous*). Comme le site de la banlieue de Lyon, des dizaines d'autres PME françaises attendent avec anxiété la décision européenne.

ERWAN BENZETI



Venissieux (Rhône). Cette usine Bosch avait fait le pari du photovoltaïque en 2012, mais entre-temps, la Chine a inondé le marché de cellules à prix cassés. (PhotoPQR/Le Progrès // Stéphane Guiochon)

« Le dumping a déjà fait trop de dégâts »

INTERVIEW Yannick Jadot, eurodéputé écologiste

Ex-porte-parole de Greenpeace, Yannick Jadot est vice-président de la commission du Commerce international au Parlement européen. Comment réagissez-vous à la décision de 18 pays européens de refuser de taxer l'importation de panneaux solaires chinois ?

YANNICK JADOT. La Chine manœuvre dans l'ombre depuis des semaines pour convaincre les Etats-membres de se prononcer contre des mesures antidumping, n'hésitant pas à menacer de réduire les investissements. On ne peut pas accepter de mener des échanges commerciaux, dans le photovoltaïque ou ailleurs, dans un tel climat. Pourquoi défendre le photovoltaïque européen ?

On ne peut pas, d'un côté, vouloir répondre aux besoins énergétiques à un niveau de plus en plus local, et, de l'autre, accepter que la production de ressources énergétiques, en l'occurrence ici les panneaux solaires, soit monopolisée par un seul acteur, fût-il aussi puissant que la Chine. Il faut absolument offrir des emplois et des perspectives industrielles à l'Europe dans un secteur essentiel.



Yannick Jadot. (LPA/Aubouroux)

Peut-on vraiment lutter contre les bas prix chinois ?

Ces prix sont bas artificiellement parce qu'ils sont subventionnés par le gouvernement chinois. Cela ne peut plus durer. Il convient à tout prix de construire dans ces filières une économie pérenne. Or le dumping chinois a déjà fait trop de victimes parmi de très nombreuses PME européennes. Si nous ne faisons rien, ce sont, rien qu'en France, plus de 3 000 emplois et de nombreuses entreprises qui se retrouvent menacés.

FRANÇOIS LUCAS/LE PARISIEN

Près de Lyon, les 240 salariés de l'usine Bosch inquiets pour leur avenir

À l'entrée du site, deux salariés tendent une banderole noire le long de la grille. L'un sort une bombe de peinture et écrit en blanc : « Non à la fin du photovoltaïque à l'usine Bosch Venissieux. » Les 240 salariés dédiés au photovoltaïque, sur les 1 100 que compte l'usine située en banlieue de Lyon (Rhône), organisent leur « mobilisation de la dernière chance ». Seules des mesures de protections de l'Union européenne face aux produits chinois leur permettrait de mobiliser un repreneur.

En mars dernier, le groupe Bosch a en effet annoncé sa sortie du solaire. Et donc la vente ou la fermeture de leurs usines de production de panneaux photovoltaïque à Arstadt en Allemagne (près de 1 800 salariés), ainsi qu'à Venissieux. « Ce n'est pas faute d'avoir un esprit plus que combatif, explique Marc Soubitez, le délégué CFDT, qui tente avec la direction depuis des années de maintenir le site à flot. L'ensemble des salariés

du site ont dû faire preuve d'une capacité d'adaptation hors du commun. »

Ce sont eux en effet qui ont accepté dès 2004 de revenir aux 36 heures hebdomadaires payées 35, à l'époque où ils fabriquaient encore des pompes à injection pour les poids lourds. Eux encore qui quelque temps plus tard acceptent le travail le week-end, toujours pour sauver leurs emplois et leur usine. Eux enfin qui en 2010, proposent à leur direction, après un long périple à vélo jusqu'au siège en Allemagne, un plan de transformation du site.

■ Le groupe a perdu plus de 2,5 Mds€ dans le solaire

Bosch veut en effet fermer trois des six sites de production de pompes, dont Venissieux. Pourquoi alors ne pas fabriquer des cellules photovoltaïques à la place ? Les Allemands disent banco, investissent 25 M€ et les nouvelles machines sont installées en quelques mois à peine, les

salariés suivent des stages de formation, parfois en Allemagne.

En mai 2012, les deux lignes de production de cellules sont effectives et tournent bientôt à plein régime. de quoi produire 600 000 modules de qualité par an, soit un module toutes les trente secondes. Peine perdue : entre-temps, les Chinois ont inondé le marché mondial de leurs propres modules, à prix cassés. Le marché s'effondre.

« La concurrence était trop rude. Le groupe a perdu entre 2009 et aujourd'hui plus de 2,5 Mds€ dans sa branche solaire, confie Axel Becker, le directeur du site. C'est encore 1 M€ qui partent en fumée chaque jour. » Venue pour l'inauguration du Salon des énergies renouvelables à Lyon le 19 février dernier, Delphine Batho, ministre de l'Ecologie, avait fait un croquet par Venissieux pour s'entretenir avec les salariés. « On ne vous laissera pas tomber », leur avait-elle promis alors. Elle l'a redit hier.

E.B.